



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2021



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -118,786 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2021 s'élève à -118,786 Md€ contre -115,422 Md€ à fin mai 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,364 Md€) s'explique par

une hausse des dépenses nettes de 16,611 Md€, une hausse des recettes nettes de 15,839 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 2,591 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 184,464 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 8,360 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (8,257 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,007 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,833 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,952 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 4,649 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (4,432 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,217 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,939 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,390 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,795 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,891 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement (2,360 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2021 s'élèvent à 184,464 Md€ contre 167,853 Md€ à fin mai 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+16,611 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 12,532 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,888 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,530 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,353 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (0,989 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,892 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,786 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (1,346 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,682 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,903 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,724 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,186 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,044 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,122 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

à la crise sanitaire » pour 6,153 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en 2020, et la mission « Plan de relance » pour 5,871 Md€, mission créée en LFI 2021), des dépenses de fonctionnement à hauteur de 2,027 Md€, des dépenses de personnel à hauteur de 1,024 Md€ et des dépenses d'investissement pour 0,877 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 83,525 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 7,194 Md€ ;

► **IR net** : 6,953 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,937 Md€, dont 1,603 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,234 Md€, dont 0,723 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et 0,552 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 2,105 Md€, dont 1,780 Md€ au titre du dividende de la BDF ;

► **IS net** : 1,845 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,331 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 1,251 Md€, dont 0,870 Md€ au titre de la contribution des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,881 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,990 Md€, principalement au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (-2,165 Md€) et de la DGF (-2,036 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 102,074 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2021 s'élèvent à 102,074 Md€ contre 83,532 Md€ à fin mai 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+18,542 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des recettes de TVA nette pour 11,769 Md€ (en raison d'une hausse de TVA brute de 7,135 Md€ et d'une baisse des R&D de 4,634 Md€), d'IS net pour

3,434 Md€ (en raison d'une hausse d'IS brut de 2,053 Md€ et d'une baisse des R&D de 1,381 Md€), de TICPE nette pour 2,114 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 1,986 Md€) et d'IR net pour 0,793 Md€ (en raison d'une hausse d'IR brut de 1,301 Md€ et d'une hausse des R&D de 0,508 Md€).

Recettes non fiscales : 5,853 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2021 s'élèvent à 5,853 Md€ contre 4,541 Md€ à fin mai 2020 à

périmètre constant, soit une évolution de +1,312 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -27,457 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2021 s'élèvent à -27,457 Md€ contre -23,471 Md€ à fin mai 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,986 Md€) s'explique par des augmentations des prélèvements sur les recettes

de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,128 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,858 Md€ (hausse des prélèvements prévues en LFI).

Fonds de concours : 3,055 Md€

Les fonds de concours à fin mai 2021 s'élèvent à 3,055 Md€ contre 3,084 Md€ à fin mai 2020 à

périmètre constant, soit une évolution de -0,029 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -17,847 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,850 Md€ et des recettes pour 5,697 Md€ (essentiellement au titre de reversements de TVA intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production, ainsi qu'au titre de la mensualisation de la taxe foncière);

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2021 s'élève à -17,847 Md€ contre -15,256 Md€ à fin mai 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,591 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions du solde des comptes de concours financiers de 1,485 Md€ (dont une baisse de 0,677 Md€ du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics », principalement en raison de versements d'avances

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 8,416 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 8,405 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général);

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,660 Md€.

remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19) et du solde des comptes d'affectation spéciale de 1,140 Md€, (dont une baisse de 1,047 Md€ du solde du compte « Participations financières de l'Etat » du fait de recettes encaissées en mars 2020 pour 1,062 Md€ dans le cadre de la cession de titres La Poste).

Dettes financières de l'Etat au 31 mai : 2 083,723 Md€

La dette financière est en augmentation de 53,529 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent les OAT qui

augmentent de 55,242 Md€ (émissions nettes de remboursement) et les BTF qui diminuent de 1,407 Md€.



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2021	2020 retraité		2020 exécuté
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-27 361	-118 786	-115 422	-117 851	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	41 574	184 464	167 853	165 522	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	17 926	83 525	67 686	75 171	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 953	29 461	28 668	28 668	
- IS *	1 845	9 093	5 659	5 659	
- TVA	7 194	38 493	26 724	40 561	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 713	-17 847	-15 256	-27 501	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 705	145 865			16
Dette financière de l'Etat	4 469	2 083 723			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 170	56 469	55 445	55 475
Dépenses de fonctionnement	4 489	26 376	24 349	24 332
Charges de la dette de l'Etat	8 278	20 317	20 026	20 026
Dépenses d'investissement	1 365	7 512	6 635	6 643
Dépenses d'intervention	16 183	72 129	59 597	57 230
Dépenses d'opérations financières	88	668	806	823
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	41 574	184 464	167 853	165 522
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 796	102 074	83 532	91 873
Recettes non fiscales	2 750	5 853	4 541	4 601
Prélèvements sur recettes	-6 871	-27 457	-23 471	-24 387
Fonds de concours	1 251	3 055	3 084	3 084
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	17 926	83 525	67 686	75 171
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	24 797	110 982	91 157	99 558
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-23 648	-100 939	-100 167	-90 350
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-333	1 489	2 629	3 244
Solde des comptes de concours financiers	-3 401	-19 632	-18 147	-31 007
Solde des comptes de commerce	27	333	303	303
Solde des comptes d'opérations monétaires	1 094	1 059	184	184
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 713	-17 847	-15 256	-27 501
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-27 361	-118 786	-115 422	-117 851



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2021	2020 retraité	2020 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 170	56 469	55 445	55 475
Rémunérations d'activité	6 442	32 525	31 684	31 697
Cotisations et contributions sociales	4 665	23 625	23 470	23 487
Prestations sociales et allocations diverses	62	319	292	291
AUTRES TITRES	30 404	127 995	112 407	110 047
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 489	26 376	24 349	24 332
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 129	12 278	10 721	10 753
Subventions pour charges de service public	2 360	14 097	13 628	13 579
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	8 278	20 317	20 026	20 026
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	8 278	20 317	20 026	20 026
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 365	7 512	6 635	6 643
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	864	5 517	4 774	4 783
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	501	1 995	1 861	1 860
Titre 6 - Dépenses d'intervention	16 183	72 129	59 597	57 230
Transferts aux ménages	4 574	24 312	24 267	24 113
Transferts aux entreprises	8 866	33 877	21 264	19 078
Transferts aux collectivités territoriales	905	4 053	3 736	3 723
Transferts aux autres collectivités	1 823	9 851	10 321	10 307
Appels en garantie	14	36	9	9
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	88	668	806	823
Prêts et avances	0	181	190	207
Dotations en fonds propres	88	378	181	181
Dépenses de participations financières	1	109	435	435
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	41 574	184 464	167 853	165 522



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2021		Cumul à fin mai 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	127	170	1 386	1 240	1 168
Action de la France en Europe et dans le monde	89	90	790	714	665
Diplomatie culturelle et d'influence	16	60	430	372	359
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	20	166	154	145
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	302	299	1 710	1 575	1 520
Administration territoriale de l'Etat	185	180	920	872	848
Vie politique, culturelle et associative	8	8	155	129	126
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	109	111	636	574	547
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	185	152	1 195	907	996
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	94	63	725	462	583
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	46	40	232	210	180
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	49	238	235	233
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 195	432	1 738	1 091	1 342
Aide économique et financière au développement	684	61	701	216	545
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	511	370	1 037	875	797
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2	12	1 614	1 493	1 555
Liens entre la Nation et son armée	2	2	16	8	8
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	0	10	1 516	1 403	1 461
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	82	82	86
COHESION DES TERRITOIRES	539	2 891	13 822	6 682	6 444
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	223	297	969	816	797
Aide à l'accès au logement	0	2 360	12 367	5 479	5 324
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	232	161	268	199	160
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	21	29	45	74	57
Interventions territoriales de l'Etat	14	6	7	20	18
Politique de la ville	50	39	167	93	88
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	61	50	322	299	292
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	44	33	191	170	164
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	90	87	87
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	351	269	1 681	1 040	1 110
Patrimoines	167	77	667	367	303
Création	63	81	530	266	368
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	56	57	297	289	198
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	65	54	187	118	241
DEFENSE	3 290	4 217	23 497	22 523	21 435
Environnement et prospective de la politique de défense	47	93	719	742	744
Préparation et emploi des forces	809	795	4 756	4 651	4 262
Soutien de la politique de la défense	1 876	1 939	9 672	9 535	9 355
Equiperment des forces	559	1 390	8 351	7 595	7 074
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	42	41	307	293	287
Coordination du travail gouvernemental	36	36	249	239	234
Protection des droits et libertés	5	4	58	54	53
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 991	2 888	17 944	10 591	8 543
Infrastructures et services de transports	2 670	1 530	5 260	3 720	1 923
Affaires maritimes	4	6	84	51	65
Paysages, eau et biodiversité	15	18	122	87	78
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	1	1	420	280	288
Prévention des risques	20	16	669	222	275
Energie, climat et après-mines	46	289	1 335	977	1 273
Service public de l'énergie	0	793	8 470	3 710	3 310
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	214	214	1 318	1 278	1 288
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	21	21	266	266	44



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2021		Cumul à fin mai 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
ECONOMIE	270	204	1 123	1 005	1 050
Développement des entreprises et régulations	226	148	640	533	572
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	175	171	185
Stratégies économiques ⁽²⁾	11	22	307	301	293
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	8 353	8 360	20 203	20 282	20 098
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	8 257	8 257	20 051	20 051	19 983
Appels en garantie de l'Etat	81	89	110	110	9
Epargne	16	15	42	42	26
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 034	6 007	33 142	32 860	31 737
Enseignement scolaire public du premier degré	1 953	1 952	9 846	9 845	9 559
Enseignement scolaire public du second degré	2 843	2 833	14 326	14 313	13 995
Vie de l'élève	333	327	3 523	3 492	3 148
Enseignement privé du premier et du second degrés	605	578	3 461	3 413	3 418
Soutien de la politique de l'éducation nationale	190	204	1 305	1 132	917
Enseignement technique agricole	110	112	680	665	700
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	829	821	4 276	4 121	4 094
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	638	624	3 194	3 101	3 101
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	66	70	423	376	372
Facilitation et sécurisation des échanges	126	127	659	645	620
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	135	182	729	653	761
Immigration et asile	72	113	557	503	607
Intégration et accès à la nationalité française	63	69	172	151	154
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	1 500	0	4 500	1 463	1 402
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	210	297
Valorisation de la recherche	0	0	0	529	450
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	668	655
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	0	2 500	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	1 500	0	2 000	56	0
JUSTICE	623	760	4 051	3 986	3 750
Justice judiciaire	274	304	1 777	1 582	1 444
Administration pénitentiaire	248	329	1 300	1 582	1 518
Protection judiciaire de la jeunesse	59	71	458	356	340
Accès au droit et à la justice	7	9	273	272	277
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	47	243	192	169
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	3	2	362	197	249
Presse et médias	2	2	94	92	159
Livre et industries culturelles	1	0	268	105	90
OUTRE-MER	153	51	1 653	716	708
Emploi outre-mer	18	20	1 346	531	557
Conditions de vie outre-mer	135	31	307	184	151
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	2 877	1 786	13 223	6 748	0
Écologie ⁽¹⁾	733	192	3 842	925	0
Compétitivité ⁽¹⁾	538	247	2 979	1 217	0
Cohésion ⁽¹⁾	1 606	1 346	6 402	4 605	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	4 659	4 649	20 098	19 960	13 002
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	163	163	1 946	1 946	9 500
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	4 496	4 432	17 328	17 209	3 502
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	622	622	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	0	54	203	183	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€.	Mois de mai		Cumul à fin mai 2021		Cumul à fin mai 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 305	2 353	25 803	13 403	13 616
Formations supérieures et recherche universitaire	68	989	13 219	6 739	6 644
Vie étudiante	8	236	2 030	1 679	1 479
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	928	892	6 967	2 922	2 787
Recherche spatiale	0	119	1 572	709	1 417
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	49	19	1 397	942	817
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	232	79	424	233	288
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	52
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	-45
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	19	196	178	178
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	34	506	5 549	2 954	3 007
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	34	343	3 745	1 971	1 999
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	405	412
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	96	1 062	578	596
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	843	325	1 954	1 309	1 744
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	843	321	1 827	1 170	1 607
Concours spécifiques et administration	0	4	127	139	138
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 245	13 236	52 366	52 377	55 987
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 801	11 792	48 977	48 987	53 867
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	1 444	1 444	3 389	3 389	2 120
SANTE	30	29	1 142	536	638
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	30	29	198	158	304
Protection maladie	0	0	943	377	333
SECURITES	1 713	1 682	8 993	8 548	8 260
Police nationale	904	903	4 563	4 469	4 385
Gendarmerie nationale	729	724	4 072	3 814	3 654
Sécurité et éducation routières	4	2	15	9	11
Sécurité civile	77	54	343	256	209
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	162	1 186	24 804	11 404	12 421
Inclusion sociale et protection des personnes	98	1 044	11 393	5 466	6 494
Handicap et dépendance	8	98	12 567	5 467	5 471
Egalité entre les femmes et les hommes	6	5	12	9	10
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	49	41	833	462	446
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	60	105	1 298	573	524
Sport	16	18	402	234	162
Jeunesse et vie associative	44	15	556	190	318
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	72	339	149	44
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	34	22	306	129	109
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	6	6	110	19	7
Fonds pour la transformation de l'action publique	15	7	41	26	18
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	1	2	4	5	2
Fonction publique	12	8	151	79	82
TRAVAIL ET EMPLOI	1 360	1 122	8 671	4 890	4 997
Accès et retour à l'emploi	590	547	3 479	2 533	2 590
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	715	520	4 777	2 038	2 105
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	5	129	49	51
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	51	286	270	251
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	53 309	54 810	300 456	236 841	223 840
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	40 064	41 574	248 090	184 464	167 853

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 389	36 142	34 841	34 841
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	147	712	566	649
Impôt sur les sociétés (C)	7 651	20 638	18 664	18 604
Impôt sur les sociétés	7 472	20 229	18 176	18 176
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	122	352	429	429
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	58	58	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 234	7 374	7 371	5 070
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	256	545	345	345
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	273	916	1 351	1 351
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	25	278	253	253
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	48	59	133	133
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	5	5
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	9	77	77
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	39	29	29
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Prélèvements de solidarité	552	2 788	2 569	2 569
Taxe sur les services numériques	0	219	76	76
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	283	1 478	2 235	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	723	799	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	64	234	298	231
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 476	7 765	5 779	2 619
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 198	65 794	58 659	72 495
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 937	16 024	13 638	13 581
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	28	198	179	179
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	68	78	78
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	23	13	13



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	354	1 335	825	825
Mutations à titre gratuit par décès	1 249	5 235	3 865	3 865
Contribution de sécurité immobilière	64	342	270	270
Autres conventions et actes civils	33	171	125	125
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	48	241	164	164
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	34	174	136	136
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	47	89	36	36
Timbre unique	18	100	73	73
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	42	256	213	213
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	517	4 654	4 792	4 792
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	4	17	11	11
Taxe générale sur les activités polluantes	26	31	77	77
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	17	21	21
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	10	88	88
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	22	21	21
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	17	20	20
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	4	24	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	183	1 024	669	669
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	1	17	123	123
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	26	133	95	95
Prélèvement sur les paris sportifs	82	358	181	181
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	46	40	40
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	94	543	704	704
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	50	316	212	155
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 031	154 451	139 519	147 860
TOTAL GENERAL (net de R&D)	20 796	102 074	83 532	91 873

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	2 105	2 120	30	90
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 799	1 799	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	306	320	5	5
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	21	473	792	792
Revenus du domaine public non militaire	11	83	83	83
Autres revenus du domaine public	0	2	1	1
Revenus du domaine privé	1	159	193	193
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	9	229	134	134
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	197	620	474	474
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	38	108	103	103
Autres frais d'assiette et de recouvrement	84	433	365	365
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	74	75	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	145	208	105	105
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	16	19	19
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	24	24
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	120	128	37	37
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	19	47	21	21
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	6	10	3	3



	Mois	Cumul à fin mai		
	Maï	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	78	802	2 679	2 679
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	23	325	291	291
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	145	39	39
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	4	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	51	275	2 294	2 294
Frais de poursuite	1	4	3	3
Frais de justice et d'instance	1	4	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	2	2
Divers (F)	203	1 629	462	462
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	103	143	85	85
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1	9	30	30
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	3	3	3
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	2	2
Récupération d'indus	1	11	4	4
Recouvrements après admission en non-valeur	10	54	41	41
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	29	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	10	12	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	19	199	145	145
Produits divers	1	722	11	11
Autres produits divers	62	437	113	113
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 750	5 853	4 541	4 601

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 990	-15 332	-12 204	-13 120
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 036	-10 164	-10 197	-10 234
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-262	-1 326	-1 163	-1 163
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 165	-2 254	843	-36
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-260	-1 211	-1 235	-1 235
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-219	-256	-11	-11
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-2	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-45	-80	-80
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-12	-12	-217	-217
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-15	-105	-105
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-38	-38	-38
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-1	-5	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	-2	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 881	-12 125	-11 267	-11 267
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 871	-27 457	-23 471	-24 387
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 222	2 833	2 988	2 988
Fonds de concours - coopération internationale	29	222	96	96
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 251	3 055	3 084	3 084



	Mois de mai		Cumul à fin mai											
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes					
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté			
unité : million d'€.														
Comptes d'affectation spéciale	5 610	5 276	26 700	25 343	27 876	28 189	27 972	31 120	1 489	2 629	3 244			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	128	152	202	83	83	681	432	432	479	350	350			
Développement agricole et rural	8	93	14	5	5	108	107	107	94	102	102			
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	24	31	54	89	89	156	155	155	103	66	66			
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	26	12	102	195	195	155	110	110	54	-84	-84			
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	121	0	0	0	0	0	-121	0	0			
Participations financières de l'Etat	660	286	1 656	782	782	1 439	1 613	1 613	-216	831	831			
Pensions	4 763	4 702	24 552	24 190	24 190	25 648	25 555	25 555	1 096	1 364	1 364			
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	1	0	0	71	0	0	70			
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	2 532	0	0	3 077	0	0	545			
Comptes de concours financiers	9 195	5 794	49 046	48 436	47 590	29 414	30 290	16 583	-19 632	-18 147	-31 007			
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	2 053	1 606	1 606	430	660	660	-1 623	-946	-946			
Avances à l'audiovisuel public	310	92	1 550	1 579	1 579	643	687	687	-906	-892	-892			
Avances aux collectivités territoriales	8 850	5 697	44 632	44 920	44 074	28 134	28 807	15 101	-16 498	-16 113	-28 973			
Prêts à des Etats étrangers	0	0	318	57	57	201	120	120	-117	63	63			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	35	5	493	275	275	5	15	15	-487	-259	-259			
Comptes de commerce	8 731	8 757	22 361	21 977	21 977	22 694	22 280	22 280	333	303	303			
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	54	29	260	240	240	386	384	384	127	144	144			
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	17	74	65	65	73	66	66	-2	0	0			
Couverture des risques financiers de l'Etat	113	113	591	551	551	591	551	551	0	0	0			
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	37	55	212	107	107	277	169	169	66	62	62			
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	8 416	8 405	20 998	20 821	20 821	20 988	20 817	20 817	-10	-4	-4			
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	3	2	1	1	4	4	4	2	4	4			
Opérations commerciales des domaines	6	9	22	18	18	36	20	20	14	2	2			
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	10	7	7	11	7	7	1	0	0			
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Soutien financier au commerce extérieur	88	122	193	167	167	329	262	262	136	94	94			
Comptes d'opérations monétaires	49	1 142	478	707	707	1 537	891	891	1 059	184	184			
Emission des monnaies métalliques	7	8	54	62	62	22	20	20	-32	-43	-43			
Opérations avec le Fonds Monétaire International	35	1 134	417	644	644	1 514	869	869	1 097	224	224			
Pertes et bénéfices de change	6	0	6	0	0	1	2	2	-5	2	2			
TOTAL COMPTES SPECIAUX	23 584	20 970	98 585	96 463	98 149	81 835	81 432	70 873	-16 750	-15 031	-27 276			
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	23 549	19 835	98 167	95 819	97 505	80 320	80 563	70 004	-17 847	-15 256	-27 501			

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-53	140
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-60	453
		Total organismes à caractère financier	717	-108	610
	CEPL	Régions	4 531	-384	4 147
		Départements	8 247	27	8 274
		Communes	26 806	-1 315	25 491
		HLM	137	-83	55
		Autres	27 904	1 259	29 163
		Total CEPL	67 626	-496	67 131
		Etablissements publics de santé	7 642	-352	7 290
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-9 984	19 231
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	2 889	19 241
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 155	5 440
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	6	1 732
		Total établissements publics nationaux	51 577	-5 934	45 644
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-5 340	9 883
		Union européenne	2 145	-780	1 365
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	58	-2	56
		GIP	964	165	1 129
		EPLÉ	2 510	1 253	3 763
		Autres correspondants	7 684	1 272	8 956
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	2 640	13 903	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-10 369	145 825	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	35	6	40	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	35	6	40	
Total Passif (A)		156 230	-10 364	145 866	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		156 229	-10 364	145 865	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	53 835	2 054 821
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	55 242	1 894 620
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	55 242	1 894 620
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	50 986	1 670 354
- <i>taux variable</i>	199 932	4 475	204 407
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	-1 407	160 201
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-1 407	160 201
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-306	28 902
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	53 529	2 083 723



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.